

La *National Security Strategy* britannique : un aboutissement plus qu'une rupture ?

Cédric Paulin, chargé de recherche, FRS
(29 avril 2008)

Le *Cabinet Office* britannique vient de publier, le 18 mars 2008, sa première *National Security Strategy. Security in an interdependent world* (NSS – 61 p.), annoncée dès l'accession de Gordon Brown au poste de Premier ministre. C'est l'occasion de retracer ici les différents outils et transformations, politiques, budgétaires et administratifs, de la sécurité globale au Royaume-Uni depuis quelques années. Il s'agit aussi de montrer que la période d'adaptation des structures sécuritaires est probablement en voie d'achèvement¹.

1. Des textes et stratégies

Les grandes orientations de la sécurité britannique, hors questions spécifiquement militaires, sont fixées et visibles à travers des documents stratégiques cadres :

- *Delivering Security in a Changing World. Defence white Paper*, publié en décembre 2003 par le Foreign & Commonwealth Office ;
- *Active Diplomacy for a changing World. The UK's International Priorities*, publié en mars 2006 par le Foreign & Commonwealth Office.
- *Countering International Terrorism: The United Kingdom's Strategy* publié en juillet 2006 par le *Cabinet Office*, qui est l'aboutissement d'une réflexion engagée en 2003 sous le terme CONTEST (*Counter Terrorist strategy*) ;
- *United Kingdom Security & Counter-Terrorism Science & Innovation Strategy*, publié en 2007 par le *Home Office*.

¹ On consultera avec intérêt Paul Cornish, « Domestic Security, Civil Contingencies and Resilience in the United Kingdom », publication de Chatham House, juin 2007, 35 p., pour une représentation exhaustive des structures, législations et modes d'action du Royaume-Uni en matière de protection et sécurité civile et de lutte contre le terrorisme.

- En matière de sécurité sanitaire, il convient de signaler la nouvelle stratégie *Health is Global: Proposals for a UK Government-wide strategy*, publiée en mars 2007 par le *Chief Medical Officer* du Département de la Santé.

La *National Security Strategy* (NSS) de mars 2008 est donc le dernier document publié et fait *a posteriori* figure de cadre global pour les différents textes précédents. Elle prend acte globalement des textes qui précèdent davantage qu'elle n'initie une nouvelle réflexion. C'est en fait un texte directement issu de la volonté du nouveau Premier ministre, Gordon Brown, et correspond donc à la stratégie du plus haut niveau hiérarchique étatique, non dénué d'arrière-pensées politiques : « *This Wednesday the British Government will publish the UK's first ever National Security Strategy. This is a big moment for Gordon Brown and comes with great expectations. Don't be surprised if there is no Minister on the Today Programme discussing the strategy's pros and cons on Wednesday morning - this will be Gordon Brown's opportunity to kill lots of birds with one mighty strategic stone (so lets hope he does wait and announce it in Parliament)* »². Notons que le *cabinet secretary* lui-même, Sir Gus O'Donnell, c'est-à-dire un collaborateur direct du Premier ministre, était chargé de la rédaction de la NSS.

Avec la NSS peut-on alors parler de « sécurité globale » au sens d'un élargissement et d'un entrelacement des différentes missions de sécurité, des différents objets de référence à sécuriser ? D'une part, effectivement, la NSS mentionne un grand nombre de fois les termes « *global* » et « *globalisation* ». Pour autant il ne faut pas se tromper sur la signification et l'utilisation de ces termes : la globalisation de l'insécurité ou la sécurité globale dont il est question renvoie aux relations entre Etats, entre groupes illicites et Etats, etc., c'est-à-dire marque la transition de la nation à la mondialisation³. La globalisation est géographique, mais en aucun cas elle ne signifie ni ne doit être traduite comme la réunion de différents problèmes ou objets de référence sécuritaires, comme la lutte contre le terrorisme, la sécurité sanitaire, la sécurité industrielle, la sécurité environnementale, etc., même si ces questions sont traitées par la NSS. La notion-phare de la NSS reste la résilience – elle est mentionnée à treize reprises dans la NSS.

² Charlie Edwards, « The UK's national Security Strategy », sur www.globaldashbord.org, 17 mars 2008.

³ Il en va de même pour la sécurité sanitaire: « *Health is global. Global health has risen fast up the international agenda in recent years. Emerging public health risks such as SARS, avian and pandemic flu, the economic and social burden on developing countries of diseases such as malaria and HIV/AIDS and the increased burden to national security caused by major disasters all make the need for cooperation with our international partners to generate solutions more important now than ever before* » (Department of Health, *Departmental Report 2007*, 2007, pp. 180-181).

Il n'en est toutefois pas moins vrai que les débats préparatoires de la NSS ont soulevé fortement la question de l'élargissement sectoriel de la sécurité – et ce fut l'une des causes du retard de quelques mois pour la publication de la NSS. La « *social cohesion* » devait-elle être incluse dans les réflexions ? Quel rôle pour les forces armées dans le cadre de l'élargissement du spectre des risques et menaces et donc des missions ? « *Officials were divided about how broad they should paint the security threats facing Britain, and whether they should include such issues as social cohesion, for example. One issue is how far the military should have a bigger role not only in combating threats abroad, but working with the security and intelligence agencies at home* »⁴. La NSS n'apporte pas de nouveautés ni de précisions quant à l'évolution structurelle ou doctrinale de l'implication des forces armées dans la sécurité intérieure : « *The Armed Forces will maintain their contribution to counter-terrorism at home and overseas* »⁵. Ou encore : « *We will continue to equip our Armed Forces to operate in a CBRN environment, and maintain our capability to deter states from directly sponsoring terrorists* »⁶. C'est surtout l'approche partenariale et coopérative (« *partnership approach* »⁷) qui est réaffirmée au niveau domestique, avec les forces armées, les forces de police, les services de renseignement, les opérateurs privés. Ainsi, non seulement, il y a peu de nouveautés sur la nécessité de décroiser les opérateurs de la sécurité, affirmée dès 2003 par Geoffrey Hoon dans *Delivering Security in a Changing World. Defence white Paper*⁸, mais le cadre d'action des forces armées en matière de sécurité intérieure reste fixé par la publication du Joint Doctrine & Concepts Centre (JDCC), *Operations in the UK : the Defence Contribution to Resilience*, datant de décembre 2004⁹.

Du point de vue des objets de référence à sécuriser, la conclusion est la suivante : il y a d'une part des menaces et des risques relativement traditionnels et, d'autre part, des facteurs d'insécurité plus nouveaux dans le paysage sécuritaire. Plus que la globalisation au sens français du terme (entrelacement), c'est alors l'interdépendance qui est avancée par la NSS, précisément « *The interdependence of threats, risks and drivers* » en tant qu'élément de complexification majeure de la sécurisation.

⁴ Richard Norton-Taylor, « Climate change and cyber attacks among security threats », *The Guardian*, 17 mars 2008.

⁵ NSS, p. 27.

⁶ *Ibid.*, p. 31.

⁷ *Ibid.*, p. 27.

⁸ « *Whereas in the past it was possible to regard military force as a separate element in crisis resolution, it is now evident that the successful management of international security problems will require ever more integrated planning of military, diplomatic and economic instruments at both national and international levels* » (Geoffrey Hoon, préface à *Delivering Security in a Changing World. Defence white Paper*, Londres, décembre 2003, p. 1).

⁹ *Interim Joint Doctrine Publication 02*, 271 p.

Menaces risques et vecteurs d'insécurité dans la *National Security Strategy* britannique

Threats and risks
Terrorism
Nuclear weapons and other weapons of mass destruction
Trans-national organized crime
Global instability and conflict, and failed and fragile states
Civil emergencies
State-led threats to the United Kingdom
Drivers of insecurity
Challenges to the rules-based international system
Climate change
Competition for energy
Poverty, inequality, and poor governance
Global trends

Si l'on souhaite tout de même évoquer le concept de sécurité globale au Royaume-Uni, c'est davantage au niveau de l'approche par opérateurs que par le biais d'un mixage des objets de référence. Et ici, pour le ministère de la Défense, il peut s'agir effectivement d'une sécurité et d'une approche globale : Charles Gordon (*Director of Policy and Defence Relations* au MoD) a donné récemment un « aperçu de la vision britannique de l'environnement de la sécurité globale et des diverses thématiques qui sont en cours d'étude pour la prochaine réédition du MoD's *Defense Strategic Guidance*, dont l'achèvement est prévu pour 2008 »¹⁰. Précisément, « La complexité des défis futurs signifie que nous devons utiliser avec cohérence les outils militaires, diplomatiques, économiques et de développement. Cette méthodologie cohérente est connue comme l'Approche Globale (*Comprehensive Approach*) »¹¹.

Au final, avec la NSS, peu de nouveautés doctrinales dans le fond, mais une affirmation politique et étatique forte de la nécessité d'une approche globale et partenariale entre les acteurs de la sécurité, et l'affirmation d'une continuation des efforts des années précédentes. Il est aussi possible de penser que cette affirmation est la résultante, la conclusion, la mise en perspective finale d'un processus de réorganisation des structures de l'Etat britannique en cours d'achèvement et lancé en 2006, sous Tony Blair.

¹⁰ Charles Gordon, « Evolution de la politique du MoD face à un futur incertain », *TTU*, Libre propos.

¹¹ *Idem*.

2. Des changements de périmètres ministériels, administratifs et fonctionnels

L'année 2007 a été l'aboutissement de la transformation du *Home Office*, initiée en juillet 2006. La création du *Ministry of Justice* par captation d'une partie des missions du *Home Office* (environ l'équivalent de 30 % du budget du *Home Office*, relatif aux missions judiciaires et pénitentiaires) est l'événement majeur visible le plus récent.

Au sein même du *Home Office*, les services et bureaux avaient été, eux, réorganisés juste après les attentats de Londres en juillet 2005 avec plusieurs regroupements ou créations de services ou d'agences : la *Serious Organised Crime Agency* en 2006, l'*Office for Security and Counter-Terrorism* en 2007, l'*Identity and Passport Service* en 2006, la *Border and Immigration Agency* en 2007 (qui est la transformation en agence exécutive de l'ancien *Immigration and Nationality Directorate*), etc. Ainsi, en deux ans, le *Home Office* a été profondément réorganisé, avec des mutualisations de fonctions (notamment la formation), des spécialisations (criminalité organisée, lutte anti-terroriste) et un recentrage sur les fonctions sécuritaires spécifiques à la police, où le statut policier est indispensable (les accidents de la route majeurs, mais aussi la perte de la politique judiciaire et pénitentiaire).

Un rapide point peut être fait sur la surveillance maritime : la *Maritime Coastguard Agency* (MCA) n'a certes pas connu d'évolution majeure ces dernières années, mais ce sont quelques petites extensions de mission que l'on observe. Ainsi, en avril 2006, la MCA a mis en place un service spécialisé pour la lutte contre les incendies et les accidents chimiques en environnement marin (*Maritime Incident Response Group – MIRG –*, avec 15 équipes réparties sur le littoral britannique). D'autre part, la MCA vise à se positionner en *leader* à l'horizon 2012 sur la capacité civile *Search and Rescue* par hélicoptère, actuellement conjointe avec celle du MoD. De fait, de nouveaux hélicoptères avec des dispositifs SAR sont en cours d'entrée en service.

Au sein d'autres fonctions de sécurité (notamment sanitaire et environnementale), on observe tout aussi nettement des regroupements et rationalisations organisationnelles. La *Health and Safety Executive* (HSE), pour la sécurité industrielle et les accidents de grande ampleur, sous tutelle du Département pour le Travail, a repris à sa charge l'*Office for Civil Nuclear Security*, qui était jusqu'à avril 2007 sous la compétence de l'ex-DTI. Quant à la *Health Protection Agency* (HPA), agence publique exécutive depuis 2004, elle fédère désormais autour d'elle plusieurs autres organismes : en avril 2005, elle a fusionné avec le *National Radiological Protection Board* (NRPB) ; en avril 2007, elle a vu ses compétences s'étendre au *Port Health*. L'absorption du *National Institute for Biological Standards and Control*, projet annoncé dès 2004, pourrait bientôt survenir. Enfin, lors de l'année 2007, le gouvernement écossais a donné à

l'HPA certaines compétences dans le domaine chimique, dans celui des poisons et dans la gestion des urgences. Les compétences de la HPA sont désormais extrêmement larges, et se sont, en interne, accrues suite à l'assassinat en novembre 2006 d'Alexander Litvinenko avec du Polonium-210¹². Un certain nombre de *Emergency operations centre* (EOC) ont été créés ou révisés.

Dans la mouvance du DEFRA, une nouvelle agence a été créée en avril 2007, l'*Animal Health*, par fusion du *State Veterinary Service*, des *Dairy Hygiene and Egg Marketing Inspectorates* et du *Wildlife Licensing and registration Service*. Enfin, notons la formation d'un « *interlab forum* » entre la HPA et la *Veterinary Laboratories Agency* (VLA), suite à l'affaire du Polonium en novembre 2006. L'unité de radiochimie de la VLA a aussi accru de 25 % les capacités d'analyses de l'HPA et fournit son expertise au *Defence Science and Technology Laboratory*.

Ainsi, les changements de périmètre ministériels ont été : 1. effectués depuis plusieurs années pour ce qui concerne l'intra-ministériel ; 2. annoncés et techniquement préparés sur un an pour ce qui concerne les frontières entre ministères eux-mêmes (jusqu'à la création du *Ministry of Justice*). Au final, la stratégie de réforme de l'Etat en matière de sécurité correspond à une transformation initiale dans les niveaux hiérarchiques subalternes, suivie d'une transformation finale à la tête des ministères – et la création d'un *National Security Forum* pourrait clore au plus haut niveau la période de transformation institutionnelle¹³. Globalement, la transformation politique a donc suivi la transformation administrative.

On l'a perçu dans la partie précédente, un certain nombre d'agences émerge dans le domaine de la sécurité. C'est là une modalité de transformation de l'État extrêmement prégnante au Royaume-Uni.

3. Le fonctionnement par agences exécutives et aux revenus commerciaux

D'une part, les agences sont un mode de gestion qui se rapproche de plus en plus du cœur sécuritaire étatique (police, justice, nucléaire), ce qui est encore sinon tabou du moins peu envisagé dans les autres pays européens. En matière sanitaire et environnementale, les agences sont, elles, plus anciennes¹⁴, ce qui n'empêche pas qu'elles montent encore en puissance.

¹² Le *Centre for Emergency Preparedness and Response* (CEPR) de la HPA a effectué l'enquête scientifique tandis que le *Metropolitan Police Counter-Terrorism Command* (SO15) a assuré l'enquête criminelle.

¹³ Le *Joint Terrorism Analysis Centre* (JTAC) créé en 2003 est potentiellement l'institution qui pourrait monter en puissance dans le cadre d'un tel *Forum*. Celui-ci réunirait des représentants gouvernementaux, politiques, administratifs et académiques, dans une optique d'amélioration de la NSS et pour échanger des idées. Un *National Risk Register* est en outre prévu pour être publié par la NSS.

¹⁴ Cf. Daniel Benamouzig et Julien Besançon, « Les agences, alternatives administratives ou nouvelles bureaucraties techniques ? Le cas des agences sanitaires », in *Horizons stratégiques*, revue trimestrielle du Conseil d'analyse stratégie (CAS), janvier 2007, n° 3,

Ainsi, le DEFRA délègue l'action opérationnelle à l'*Environment Agency*, qui agit principalement dans le domaine des crues et inondations. Depuis avril 2008, la gestion des aides à distribuer aux autorités locales en cas de crues et de marées dévastatrices est désormais du ressort de l'*Environment Agency*, et non plus du DEFRA. Précédemment, il a aussi été montré la montée en puissance de la *Health Protection Agency* (HPA).

Outre les cas d'agences déjà mentionnées précédemment, soulignons que la police scientifique (*Forensic Science Service*) est devenue après 2003 une société à capitaux publics (voire privatisée désormais), mais liée au *Home Office* par un *Public Private Partnership*. Le Service des Officiers du Trafic (*Traffic Officer Service*) de l'Agence des Autoroutes (*Highways Agency*) tend de même à prendre davantage de compétences, permettant aux forces de police du *Home Office* de se recentrer sur les accidents majeurs – la nouvelle répartition des compétences est effective depuis le début de l'année.

D'autre part, l'autonomie des agences n'empêche par un contrôle important de l'Etat, qui souvent nomme et finance les dirigeants des agences en question : c'est ainsi le cas de la *Civil Nuclear Police Authority*, dont les huit dirigeants étaient salariés du Département du Commerce (jusqu'en avril 2007), mais dont les 750 à 800 personnes pour l'action opérationnelle sont, elles, financées par les différentes entreprises publiques et privées qui requièrent leurs services. Passant sous l'autorité du *Health and Safety Executive* (HSE), organe de régulation, d'enquête et de normalisation en matière de sécurité industrielle, la nouveau cadre de fonctionnement de la *Civil Nuclear Police Authority* changera peu quant à la répartition de son financement.

On trouve aussi un tel cadre concernant la police ferroviaire : le Département pour les Transports nomme et finance les membres de l'Autorité de Police des Transports britanniques (*British Transport Police – BTP Authority*), créée en juillet 2004, à hauteur de 11,7 millions de livres en 2006 (et 7,5 millions de livres prévus pour 2007). La très grande majorité du budget de la BTP (environ 97 %) est alors fournie par les opérateurs industriels du rail pour 220 millions de livres en 2006 (et 242 millions de livres prévus en 2007, pour 4 191 salariés aux trois quarts officiers de police).

Hors ces cas relativement similaires pour la police nucléaire et la police ferroviaire, une autre modalité possible de la relation Etat/Agence est un financement à 60/40. Ainsi, l'*Environment Agency* reçoit 60 % de ses revenus par le DEFRA, et affecte son budget à 48 % pour la protection contre les inondations et à 30 % pour la protection environnementale globale (données 2004-05, sur un budget de 900 millions de livres, avec 12 000 salariés). Concernant la *Health Protection Agency*, son

12 p., et Jérôme Tournadre-Plancq et Benoît Verrier, « L'État et les agences : limitation ou extension de la puissance publique ? », *La note de veille* du CAS, 28 janvier 2008, n° 88, pp. 1-4.

financement provient à 61 % du Département de la Santé (avec des participations minimales du *Scottish Executive*, de la *National Assembly for Wales* et du *Northern Ireland Executive*) ; le reste des revenus provient de contrats (publics ou privés), de droits intellectuels, de services¹⁵. Cette proportion 60-40 % est stable depuis plusieurs années pour la HPA. Enfin, une agence comme la *Maritime Coast Guard* (MCA) reste plus traditionnelle, puisqu'elle est à 92 % financée par le Département des Transports (le reste provenant de revenus commerciaux).

Ce sont donc différentes modalités de partage des compétences et des financements qui existent, et qui doivent moduler l'impression d'un retrait de l'Etat. Son intervention est moins directe, plus en amont, partagée avec d'autres opérateurs, mais l'Etat est néanmoins présent.

4. Des budgets au rendez-vous, et diversifiés dans leur origine

Compte tenu des modes d'organisation précédents, il devient plus difficile d'identifier les tendances financières en matière de sécurité. D'une manière générale, il faut souligner que les budgets publics sont davantage croissants dans les fonctions régaliennes (renseignement, défense, police, justice, sécurité internationale) que dans les fonctions périphériques (sécurité environnementale, sécurité sanitaire, sécurité industrielle, sécurité des transports).

Concernant les fonctions régaliennes, la NSS souligne que la lutte contre le terrorisme, incluant le renseignement et principalement au niveau domestique, est passée d'un milliard de livres en 2001-02 à 2,5 milliards de livres en 2007-08, et atteindra 3,5 milliards de livres en 2010-11¹⁶, soit une multiplication par 3,5 fois du budget anti-terroriste sur près de dix ans.

Concernant le budget de la Défense, il s'agit par ailleurs de la plus importante croissance depuis les années 1980, en grande partie liée aux conflits hors territoire. Si l'évolution du budget de la Défense et des opérations liées à la sécurité internationale (prévention des conflits, interventions armées) se retrouve relativement aisément dans les documents budgétaires britanniques, la lutte policière contre le terrorisme est plus difficile à identifier budgétairement : elle inclut une partie de la Police traditionnelle, les services directement anti-terroristes, une partie ou la totalité des trois agences de renseignement¹⁷, probablement aussi le *Joint Terrorism Analysis Centre* (JTAC). L'évolution par service est nettement visible, et à la hausse, pour les trois agences de renseignement et pour la ligne budgétaire « *Counter terrorism and intelligence* »,

¹⁵ Le MoD a, le cas échéant, des relations contractuelles avec la HPA.

¹⁶ NSS, p. 5.

¹⁷ *Secret Intelligence Service* (SIS) ou MI6, *Government Communications Headquarters* (GCHQ) et *Security Service* (MI5) sont désormais financés par une *Single Intelligence Account* (SIA) et en concertation entre les ministres du FCO et *Home Office*. Le *Permanent Secretary, Security and Resilience* est responsable de ce SIA.

notamment pour ce qui concerne les effectifs et les compétences comme la compréhension des ressorts de la violence extrémiste. Concernant la Police en général (hors bureaux et services spécifiques, comme la ligne budgétaire précédente ou la *Serious Organised Crime Agency* par exemple), l'évolution correspond plutôt à la stabilité. Notons enfin que la surveillance et la police des frontières sont clairement orientées par la lutte contre le terrorisme, avec des dépenses d'investissements technologiques.

Globalement l'analyse budgétaire du *Home Office*, rendue complexe par sa réorganisation interne progressive depuis quelques années, montre une réduction du nombre de lignes budgétaires diverses et petites (hors Police) par effet de regroupement, et à périmètre constant reconstruit une croissance des allocations budgétaires de ces bureaux et services spécialisés.

Pour les fonctions périphériques, la moindre croissance voire la décroissance des allocations budgétaires centrales est en réalité compensée par la croissance des revenus commerciaux ou des allocations des opérateurs privés. Ainsi, globalement, c'est une hausse du budget des agences que l'on observe : c'est le cas de l'*Environment Agency*, de la *Civil Nuclear Police*, de la *British Transport Police*. Concernant la prévention et la lutte opérationnelles contre les inondations, les dépenses en Angleterre vont poursuivre leur croissance, de 600 millions de livres en 2007-08 à 800 millions de livres en 2010-11, notamment en suivant les recommandations à venir du rapport Pitt (ou *Pitt Review*)¹⁸.

Notons que pour la sécurité aérienne l'évaluation financière peut se baser sur des perspectives industrielles privées : la *British Airports Authority* (BAA), le plus important opérateur d'aéroports au monde, a effectivement prévu d'investir 14 milliards de dollars dans de nouvelles infrastructures aéroportuaires entre 2006 et 2016, et les autres opérateurs britanniques prévoient, eux, des investissements pour un montant d'environ 5 à 6 milliards de dollars sur la même période. Or, si un pourcentage de 5 % des investissements aéroportuaires doit être retenu comme relevant de la sécurité (selon l'*US Commercial Service*), ce sont alors 100 millions de dollars annuels qui seront investis par les opérateurs privés dans la sécurité aéroportuaire britannique, sur une dizaine d'années.

5. La R&D de sécurité

La R&D de sécurité est relativement bien visible et identifiable au Royaume-Uni quant à ses structures et à ses thèmes de recherche : c'est le cas pour le *Home Office*, la sécurité sanitaire, la *Maritime Coast Guard*, la

¹⁸ Sir Michael Pitt a été chargé de tirer les leçons des inondations de l'été 2007. Un rapport intermédiaire a été publié en décembre 2007 (Michael Pitt, *Learning lessons from the 2007 floods. An independent review by Sir Michael Pitt*, interim report, décembre 2007, 161 p.), actuellement suivi par de nouvelles consultations. Le rapport final sortira à l'été 2008.

British Transport Police, etc. Nous nous focaliserons ici que sur la sécurité policière¹⁹. On soulignera la publication par le *Home Office*, pour la première fois, d'une stratégie de R&D en matière de sécurité anti-terroriste en juillet 2007²⁰. Encore lacunaire quant à l'évaluation budgétaire et essentiellement déclarative, elle ne soutient pas, par exemple, la comparaison avec la *Defence Industrial Strategy* ni la *Defence Technological Strategy* publiées par le MoD en décembre 2005 et novembre 2006. Néanmoins, les structures et modalités de la R&D de sécurité anti-terroriste y sont clairement présentées. Ainsi, le *Home Office Scientific Development Branch* (HOSDB), avec 200 scientifiques et ingénieurs, travaille sur 23 programmes technologiques et environ 125 projets de recherche. Il peut coopérer le cas échéant avec le *Counter-Terrorism Science & Technology Centre* du MoD. Les domaines prioritaires sont les études sur le NRBC, sur les explosifs, les études sociologiques et comportementales (notamment pour la prévention), les systèmes biométriques (avec le *Biometrics Centre of Expertise*). Enfin, ce que la *Security & Counter-Terrorism Science & Innovation Strategy* montre bien, est le processus interministériel de la R&D de sécurité anti-terroriste et la recherche de synergies et d'exploitation interministérielles des résultats des recherches.

Les autres ministères ou agences précédemment mentionnés effectuent aussi des recherches relatives, le cas échéant, à la lutte ou la protection contre le terrorisme. C'est particulièrement le cas pour la *Health Protection Agency* et, entre autres, son *Centre for Emergency Preparedness and Response* : focalisé en 2006 sur les *personal protective equipment*, sur l'entraînement des primo-intervenants en ambiance NRBC ou en crise pandémique²¹, le ministère de la Santé a lancé en 2007 un programme *Urban Search and Rescue* (USAR) à destination des ambulanciers.

Au final, le Royaume-Uni semble avoir passé la période d'adaptation et de transformation face au contexte global de lutte anti-terroriste mais aussi face à des crises soit uniques (affaire Litvinenko) soit potentiellement répétitives (vache folle, grippe aviaire, inondations de juillet 2007). Cette transformation a touché l'ensemble du dispositif sécuritaire : discours et doctrine, structures administratives, budget. Par ailleurs, le plus possible, l'Etat britannique tente de s'inscrire dans une perspective d'Etat régulateur

¹⁹ Une prochaine publication mentionnera la R&D en matière de sécurité pour l'ensemble des fonctions de sécurité au Royaume-Uni.

²⁰ Home Office / Office for Security & Counter-Terrorism / The Counter-Terrorism Science Unit, *The United Kingdom Security & Counter-Terrorism Science & Innovation Strategy*, 2007, 28 p. Le *Home Office* a néanmoins publié en mai 2004, plus globalement, une *Police and Science and Technology Strategy 2004-2009* (42 p.).

²¹ Dans ce dernier cadre, le Royaume-Uni a acquis en 2006 des antiviraux pour traiter 25 % de sa population contre la grippe aviaire. 2,6 millions de doses de vaccins H5N1 ont par ailleurs été acquises pour la recherche (Department of Health, *Departmental Report 2007*, 2007, p. 29). Certaines recherches vaccinales sont effectuées à la fois pour le compte des gouvernements britannique et américain.

et stratège : se voulant efficace dans une économie de marché, mais pouvant si nécessaire se transformer en Etat répondant directement à une logique de résilience en cas de crise. Il ne s'agit rien de moins que de faire fonctionner conjointement et/ou séquentiellement la régulation et la résilience, d'où des financements et des agences périphériques à l'Etat central.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.